

fora 5

1991

Bimestrielle

7^e année

Sept.-Octobre

Pages 705-880

 **sirey**

Collectivités locales

La loyauté de la compétition électorale

1. La notion et les effets contentieux des manœuvres de nature à altérer la sincérité du scrutin, par Monique LIEBERT-CHAMPAGNE 793
(Concl. sur Cons. d'Ét., Section, 16 févr. 1990, *Élections municipales de Grugny, M. Jouvin*)
2. L'incidence de l'éloge d'un candidat par une personnalité politique à la veille d'un scrutin, par Pierre-François RACINE 802
(Concl. sur Cons. d'Ét., Section, 2 mars 1990, *Élections municipales de Forcalquier [Alpes-de-Haute-Provence], M. Raymond Franjou et autres*)
3. Rumeurs calomnieuses et régularité des élections, par Bernard STIRN 807
(Concl. sur Cons. d'Ét., Section, 18 mai 1990, *Élections municipales de Saint-Vincent-de-Paul [Gironde], Mme Brinbauf-Dulary*)

Contentieux

Étude

L'amélioration des procédures d'urgence devant le tribunal administratif, par André GUIHAL 812

Jurisprudence

Une contrainte de choses jugées déniée et donc dénouée par le Tribunal des conflits, par Bernard PAC-TEAU 830
(Note sous T. confl. 18 mars 1991, *M. et Mme Dufal*)

Effet de l'appel sur l'autorité de la chose jugée en première instance, par Ronny ABRAHAM 835
(Concl. sur Cons. d'Ét., 22 juin 1990, *Ministre de la Défense c. M. Lepiccost*)

Droit public économique

Jurisprudence

Le transfert d'entreprise à l'intérieur du secteur public, par Michel DURUPTY 839
(Note sous Cons. d'Ét. 6 mars 1991, *Syndicat national CGT du Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises CIEPME*)

Droits et libertés

Droit administratif et Convention européenne des droits de l'homme, par Vincent BERGER, Henri I.A-BAYLE et Frédéric SUDRE 843

Police

Jurisprudence

L'expulsion d'un étranger en urgence absolue, par Christian PUJALTE 855
(Concl. sur TA de Paris, 10 juill. 1991, *M. Diouri*)

Droit administratif et finances publiques

Jurisprudence

Condition suspensive à l'entrée en vigueur d'une taxe municipale, par Olivier FOUQUET 867
(Concl. sur Cons. d'Ét., 27 juin 1990, *Commune des Eaux-Bonnes c/ M. Berdoulat*)

Actualité bibliographique 872

Arrêts et avis récents du Conseil d'État

par Philippe TERNEYRE 876
Période du 15 juillet 1991 au 30 août 1991

Tables

Alphabétique de matières et chronologiques de jurisprudence 880

Les opinions émises dans la revue n'engagent que les auteurs

Correspondance concernant la rédaction

Revue française
de droit administratif
Dalloz, 11, rue Soufflot
75240 Paris Cedex 05
Tél. : (1) 40 51 53 48

Abonnements

(Envoyer paiement à l'ordre de Dalloz-
messageries aeriennes sur demande.)

Abonnement annuel partant
de 1^{er} numéro de l'année
6 n° 1992

France et D.O.M. : 575 F
Etranger : 660 F

Administration et abonnements

Dalloz, 35, rue Tournefort
75240 Paris Cedex 05
Tél. : (1) 40 51 54 54

Les abonnés qui, à la réception de ce numéro, constateront que la
numéro précédente ne leur est pas parvenue, sont priés d'en aviser le
service abonnements sans délai, l'éditeur ne pouvant garantir pen-
dant de 6 mois le service des numéros manquants.

revue française de droit administratif

69	Revue française de droit administratif	B
	11, rue Soufflot	80.821
	75240 Paris Cedex 05	
	Dalloz	2-75

Table des matières

Le nouveau statut de la Corse

Motivations gouvernementales pour une réforme, par Claude OLIVESI	706
La Corse entre décentralisation et autonomie. Vers la fin des catégories?, par Thierry MICHALON	720
Les compétences de la collectivité territoriale de Corse, par Jean-Paul PASTOREL	741
Le nouveau statut de la Corse et la protection de l'environnement, par Raphaël ROMI	751
Annexe : Loi n° 91-428 du 13 mai 1991 portant statut de la collectivité territoriale de Corse	758

Rubriques

Actes unilatéraux et contrats

Jurisprudence

Les décisions relatives à l'exportation des œuvres d'art, par Cyrille de MONTGOLFIER	773
(Concl. sur Cons. d'État, Section, 30 nov. 1990, 2 espèces : 1) <i>Ministre de la Culture c/ Woodner</i> , 2) <i>Ministre de la Culture c/ Société Alex Wengraf Limited</i>)	

Biens et travaux

Étude

La désignation et la rémunération des commissaires enquêteurs, par Roland BEYSSAC	786
(A propos de l'arrêt du Conseil d'État, Section, 8 mars 1991, <i>Secrétaire d'État auprès du Premier mi- nistre chargé de l'Environnement c/ Bodié</i>)	